

Tunisie : la pression populaire s'accroît sur le gouvernement

dimanche 23 janvier 2011, par [AFP](#), [Le Monde.fr](#) (Date de rédaction antérieure : 23 janvier 2011).

La pression de la rue à Tunis pour exiger la démission du gouvernement de transition et des ministres issus du régime Ben Ali a pris une nouvelle dimension dimanche 23 janvier, avec le siège du palais du premier ministre, initié par un millier de jeunes venus du centre du pays.

La poursuite des manifestations tout au long du week-end à Tunis a relancé les spéculations sur la capacité du gouvernement provisoire à résister à la pression populaire, alors qu'un appel à la grève illimitée des enseignants du primaire a été lancé pour lundi, date théorique de reprise des cours.

« CARAVANE DE LA LIBÉRATION »

Syndicalistes, opposants de gauche, islamistes, citoyens ordinaires, avec femmes et enfants : des milliers de manifestants ont fait le siège toute la journée du palais de la Kasbah où travaille le premier ministre Mohammed Ghannouchi. Dimanche soir, ils étaient encore plusieurs centaines à défier le couvre-feu et à tenter de passer la nuit devant la primature.

« *Le peuple vient faire tomber le gouvernement* », scandaient dès l'aube les participants à la « Caravane de la libération », partis la veille du centre-ouest pauvre et rural du pays, dans les rues encore désertes de la capitale. Rejoints par un flot continu de manifestants de Tunis, ils ont été les premiers à faire le siège de la primature, débordant des cordons de policiers et de militaires. « *Ils ont volé nos richesses, ils ne voleront pas notre révolution* », proclamait une banderole accrochée aux grilles des fenêtres du bâtiment, témoignant de la défiance de la rue à l'égard du nouveau gouvernement, dominé par les caciques de l'ancien régime.

Les manifestants brandissaient les portraits des victimes de la répression du soulèvement populaire, au cours duquel au moins 100 personnes ont trouvé la mort selon l'ONU. « *Nous sommes venus de Menzel Bouzaiane, de Sidi Bouzid, de Regueb pour faire tomber les derniers restes de la dictature* », lançait un vieil homme, drapé dans un drapeau tunisien. Ces villes sont les principaux foyers de contestation du centre-ouest frondeur, en première ligne lors de la révolte populaire qui a entraîné le 14 janvier la chute brutale du président Ben Ali. Mais la protestation vient aussi des rangs des islamistes, une nouvelle fois discrètement présents dimanche dans les manifestations.

LUNDI, JOURNÉE TEST

Très contesté, le gouvernement semble tabler sur un essoufflement du mouvement dans les jours à venir et s'efforce de remettre le pays sur les rails en relançant notamment l'activité économique.

Lundi sera une journée test pour jauger l'évolution du rapport de force rue-gouvernement.

Ecoliers, collégiens et une partie des lycéens doivent théoriquement reprendre le chemin des classes, fermées depuis le 10 janvier, quatre jours avant la fuite de Ben Ali en Arabie Saoudite, mais le syndicat des enseignants du primaire a appelé à une « grève générale illimitée » dès ce lundi pour exiger un nouveau gouvernement débarrassé de tout cacique de l'ère Ben Ali.

Le ministre de l'enseignement supérieur, l'opposant Ahmed Ibrahim, a appelé les instituteurs à renoncer à cette « grève irresponsable », lors d'une réunion de son parti, au cours de laquelle il a justifié sa participation au gouvernement « pour éviter le vide total ».

DEUX PROCHES DE BEN ALI EN RÉSIDENCE SURVEILLÉE

Les autorités ont par ailleurs annoncé dimanche l'assignation à résidence de deux des plus proches collaborateurs de Ben Ali, le président du Sénat et ancien ministre de l'intérieur, Abdallah Kallel, et l'éminence grise du régime, Abdel Aziz Ben Dhia.

L'agence tunisienne de presse a aussi annoncé l'arrestation de Larbi Nasra, propriétaire de la chaîne de télévision privée Hannibal, qui a cessé d'émettre dimanche après-midi. Il est accusé de « haute trahison et complot contre la sécurité de l'Etat » pour avoir voulu « favoriser le retour de l'ancien dictateur » Ben Ali. Larbi Nasra a été arrêté en même temps que son fils Mahdi, marié à une membre de la famille honnie de l'épouse de l'ex-président, Leïla Trabelsi, et qui travaillait également pour Hannibal.

* LEMONDE.FR avec AFP | 23.01.11 | 20h26.

Marche sur Tunis : arrivée d'un millier de manifestants venus du centre du pays

Un millier de manifestants venus du centre du pays et réclamant la démission du gouvernement tunisien de transition sont arrivés dimanche matin dans le centre de Tunis, ont constaté des journalistes de l'AFP.

AFP. « Le peuple vient faire tomber le gouvernement », scandaient des manifestants, parmi lesquels de nombreux jeunes, partis samedi du centre du pays et qui ont rejoint la capitale en alternant marche et trajets en véhicules, au sein d'un convoi hétéroclite baptisé « caravane de la libération ».

« Nous sommes venus de Menzel Bouzaiane, de Sidi Bouzid, de Regueb pour faire tomber les derniers restes de la dictature », a expliqué un vieil homme drapé dans un drapeau tunisien, Mohammed Layani.

Il énumérait ainsi les principaux foyers de contestation du centre-ouest frondeur et déshérité, en première ligne lors de la « révolution du jasmin » qui a provoqué le 14 janvier la chute du président déchu Zine El Abidine Ben Ali.

Arrivés dans le centre de Tunis vers 07H30, les manifestants ont remonté l'avenue Habib Bourguiba, artère centrale et symbolique de la ville où se déroulent des manifestations quotidiennes, avant de s'installer pour un sit-in devant le ministère de l'Intérieur, où ils ont déployé un vaste portrait de Mohammed Bouazizi.

Ce jeune vendeur de fruits s'était immolé par le feu le 17 décembre à Sidi Bouzid (centre-ouest), déclenchant les premiers mouvements de révolte qui allaient aboutir près d'un mois plus tard à la chute du régime.

La rue tunisienne proteste quotidiennement contre la mainmise de caciques de l'ancien régime sur le gouvernement de transition formé lundi.

La « Caravane » devait à l'origine rejoindre Tunis à pied, en quatre ou cinq jours, mais les marcheurs ont expliqué dimanche qu'il n'y avait « pas de temps à perdre pour faire tomber le gouvernement ».

Ils étaient environ 300 au départ samedi matin de Menzel Bouzaiane, à 280 km au sud de la capitale, et en chemin, ils ont été rejoints par d'autres manifestants, a constaté un correspondant de l'AFP.

Avant d'arriver en centre-ville, les manifestants étaient suivis d'un convoi hétéroclite de camions, voitures, motos, camionnettes.

Cette manifestation, selon des témoignages, a été organisée de manière spontanée par des jeunes de la région. Des syndicalistes et des militants des droits de l'homme ont décidé de se joindre à leur mouvement.
